



02.06.2020

## **Stimmen zu Corona (3/3)**

## **Réflexions sur le coronavirus (3/3)**

## **Riflessioni sul coronavirus (3/3)**

---

Markus Gygli, männer.ch, faïtière des organisations suisses d'hommes et de pères

### **Masculinités et travail de soin : sept thèses sur les répercussions du coronavirus**

Regula Ott, Schweizerischer Katholischer Frauenbund SKF

### **Frauen – die unsichtbaren Helferinnen in Gemeinde und Pfarrei während der Corona Krise**

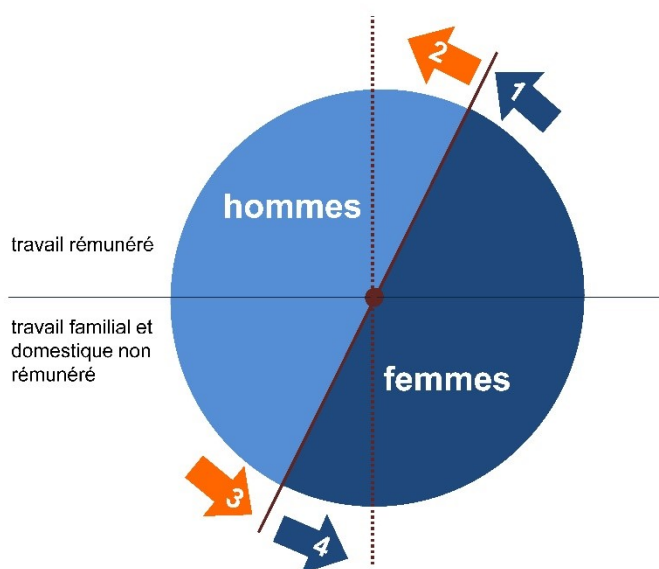
Andrea Gisler, alliance F, Bund Schweizerischer Frauenorganisationen

### **Frauen sind von der Corona Krise überdurchschnittlich betroffen**

# Masculinités et travail de soin : sept thèses sur les répercussions du coronavirus

Markus Gygli, männer.ch, faïtière des organisations suisses d'hommes et de pères

männer.ch, la faïtière des organisations progressistes d'hommes et de pères en Suisse, a été fondée en 2005. Elle a pour cadre stratégique le programme MenCare Suisse, qu'elle a lancé en 2014 pour concrétiser son engagement dans la campagne mondiale du même nom ([www.men-care.org](http://www.men-care.org)). Son objectif : faire rentrer dans les mœurs l'implication des pères dans la prise en charge familiale et plus généralement l'implication des hommes dans le travail de soin. Il s'agit là selon nous du levier qui permettra de mettre en œuvre le mandat constitutionnel de l'égalité entre les sexes (art. 8, al. 3 de la



Constitution fédérale) et de partager les travaux rémunérés et les travaux non rémunérés entre les genres de manière équitable, c'est-à-dire à parts égales. Notre modèle d'impact et d'intervention représente les leviers actionnés par männer.ch pour faire bouger les choses concrètement.

Le volume total de travail, représenté par le disque, est partagé en deux moitiés à peu près égales. Le travail rémunéré (demi-cercle supérieur) est exercé aux deux tiers par les hommes tandis que le travail familial et domestique non rémunéré (demi-cercle inférieur) est accompli aux deux tiers par les femmes.

- Le levier 1 (la promotion de l'activité professionnelle des femmes) est utilisé depuis de très nombreuses années sur le plan politique et on peut en mesurer les résultats. Mais les trois autres leviers ont été négligés jusqu'ici :

- levier 2 : encourager les hommes qui souhaitent ralentir leur activité professionnelle, ne serait-ce que temporairement ;

- levier 3 : encourager les hommes à assumer davantage de responsabilités et de tâches dans la sphère domestique et familiale ;

- levier 4 : encourager les femmes à ne pas prendre en charges tous les travaux, non rémunérés notamment, qui sinon resteraient en plan.

C'est à la lumière de ce modèle que nous avons réfléchi aux répercussions de la crise du coronavirus : le confinement général favorise-t-il ou freine-t-il le mouvement vers plus d'équité dans la répartition des tâches entre hommes et femmes ? Voici notre réponse en sept thèses.

## 1. Le travail de soin est revalorisé.

La crise du coronavirus montre avec force que le travail de soin est plus important pour le système que le grand public ne veut l'admettre. Elle met aussi largement en évidence le fait que ce sont les femmes qui assument l'essentiel de ce travail, que ce soit à titre d'activité professionnelle ou dans la famille et le ménage.

**« Grâce » à la crise du coronavirus, la répartition inégale de la prise en charge du travail de soin devrait être perçue plus largement comme un problème et s'inviter dans le débat politique et sociétal. Il y a là un potentiel précieux à exploiter pour revaloriser le travail de soin sur le plan philosophique et monétaire.**

## 2. Le télétravail rentre (davantage) dans les mœurs.

Dans le vaste segment des métiers tertiaires, la pandémie a « obligé » beaucoup d'hommes à travailler depuis chez eux. Entreprises et employés ont ainsi eu l'opportunité ou la nécessité d'engranger de l'expérience dans l'utilisation des moyens de communication modernes pour arriver à fournir un travail productif sans présence physique. Cela a mis en évidence à la fois les limites et le potentiel de développement du télétravail.

**Globalement, nous pensons qu'à l'issue de la crise l'option du télétravail sera bien mieux acceptée. Il est probable que la motivation et la performance seront ainsi moins associées à la présence et à la disponibilité. Cela ouvre de nouvelles perspectives de conciliation entre métier et famille, notamment pour les hommes.**

## 3. Le travail de soin est une expérience ambivalente pour les hommes et les pères.

La crise du coronavirus a ouvert un nouveau monde d'expériences à beaucoup d'hommes et de pères. Ils se sont rapprochés de leur famille et, souvent, ils ont voulu ou dû s'impliquer beaucoup plus dans la prise en charge des enfants et le travail domestique. Cela concerne tout particulièrement les hommes dont le ou la partenaire assumait l'essentiel du travail familial alors qu'il ou elle exerce un métier indispensable au fonctionnement du système, dans le secteur des soins notamment. Nous pensons que cette expérience aura tendance à renforcer l'ambivalence de d'hommes à l'égard du travail familial et domestique : il est utile et souvent agréable, mais aussi astreignant et frustrant... et parfois excessivement prenant (promiscuité, stress, intensité, etc.).

**Globalement, on ne peut pas dire quel impact les expériences faites par les hommes durant la crise du coronavirus auront sur eux. Auront-ils envie d'en faire plus dans la famille et à la maison ou, s'ils se sont sentis dépassés, cela les incitera-t-il à s'investir davantage dans leur vie professionnelle ?**

#### 4. La crédibilité du modèle traditionnel de l'homme subvenant seul aux besoins de la famille continue de s'éroder.

La crise du coronavirus a mis en évidence la fragilité du modèle traditionnel de l'homme subvenant seul aux besoins de la famille. Elle montre combien il est important pour la sécurité financière de la famille que les deux membres du couple aient une activité lucrative et s'occupent du travail de soin. Il est vraisemblable qu'un grand nombre d'hommes ont réalisé quel soulagement c'est ou ce serait d'avoir l'apport de l'activité lucrative de leur partenaire.

**Nous pensons que la crise du coronavirus a amplifié la désaffection existante pour le modèle traditionnel de l'homme subvenant seul aux besoins de la famille.**

#### 5. On ne peut pas dire quel impact la crise du coronavirus aura sur la légitimité du congé de paternité et du congé parental.

Le travail de soin est astreignant. On peut s'étonner que les hommes le découvrent seulement maintenant, mais cette expérience recèle un potentiel : des hommes ont très certainement réalisé que le travail de soin n'est pas une simple occupation à laquelle on peut s'adonner à temps perdu, mais qu'il demande des disponibilités en temps adéquates et un cadre politique approprié. Ou, pour prendre le problème par l'autre bout, la crise du coronavirus a montré clairement que les familles auraient pu faire face à cette crise avec moins de heurts et de conflits si le congé de paternité et le congé parental étaient rentrés dans les mœurs.

**Nous pensons que la crise du coronavirus favorise l'acceptation du congé de paternité et du congé parental sur le plan des principes. Mais il nous paraît vraisemblable également que la récession annoncée renforcera le contre-argument (ces congés seraient agréables, mais ils ne sont pas nécessaires). Le référendum sur le congé de paternité de 10 jours se retrouve ainsi investi d'une portée politique qui dépasse de très loin la question posée.**

#### 6. Le travail de soin masculin doit être vu comme une mission collective et transgénérationnelle.

Beaucoup d'hommes ont probablement vécu leur implication dans le travail de soin durant la crise du coronavirus non seulement comme un enrichissement, mais aussi comme une source importante de stress (cf. point 3). À notre avis, cela risque d'être mal interprété : il est facile de retomber dans les stéréotypes de genre et d'expliquer cette ambivalence par une résistance psychologique, un manque de compétence ou d'aptitude, etc.

**Pour favoriser l'implication des hommes dans le travail de soin, il faut donc en imposer une vision différente : les hommes qui fournissent un travail de soin doivent s'émanciper non seulement des stéréotypes individuels, mais aussi de 300 ans d'histoire. Dans cette perspective, le**

travail de soin au masculin (*caring masculinities*) n'est pas simplement un défi individuel ; c'est la mission collective d'une génération entière de pères et d'hommes. Cela implique par exemple que lorsque l'on aborde la question des ambivalences (cf. point 3) dans le discours public, il faut en parler ouvertement, mais sans donner une importance disproportionnée à l'implication masculine ou se moquer des hommes en phase d'apprentissage.

## 7. Il faut renforcer systématiquement la prévention de la violence domestique adressée aux hommes.

Au vu des rapports faisant état d'une hausse de la violence domestique suite aux mesures de confinement mises en place pour lutter contre le coronavirus, männer.ch s'est associé dès la fin mars à des organisations partenaires en Allemagne et en Autriche pour publier un « Kit de survie pour hommes sous pression ». Élaboré avec des spécialistes de la violence domestique, ce mémento a été traduit en près de 30 langues, et diffusé dans le monde entier grâce notamment au soutien de la Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Il a été accueilli avec reconnaissance. On voit combien il est utile en temps de crise d'avoir des relations de confiance avec des spécialistes travaillant au sein d'entreprises, d'administrations ou d'associations professionnelles.

**La crise du coronavirus a confirmé la nécessité de s'adresser spécifiquement aux hommes dans la prévention de la violence domestique et de renforcer les offres conçues pour ce groupe cible. Il nous paraît indispensable d'intégrer ce champ d'action de manière appropriée dans la mise en œuvre de l'ordonnance sur les mesures visant à prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique à partir de 2021.**

Contact : Markus Gygli, président de männer.ch, [gygli@maenner.ch](mailto:gygli@maenner.ch), 079 757 79 91

# **Frauen – die unsichtbaren Helferinnen in Gemeinde und Pfarrei während der Corona Krise**

**Regula Ott, Schweizerischer Katholischer Frauenbund SKF**

Der Schweizerische Katholische Frauenbund SKF ist der Dachverband der katholischen Frauenorganisationen und vertritt rund 130'000 Frauen in der Schweiz. Organisiert in 18 Kantonalverbänden und 600 regionalen Frauengemeinschaften setzt er sich für die Verbesserung der Situation der Frauen in Politik, Gesellschaft und Kirche ein. Der SKF leistet Freiwilligenarbeit, unterstützt Frauen durch Bildung und ermöglicht sinnstiftendes Engagement. Auch die zentrale Aufgabengebiete des SKF bleiben von den Auswirkungen der Corona Krise nicht verschont. Die Haupterkenntnisse fasst dieser Artikel zusammen. Daneben gilt es zudem Gewalt in Familien und Paarbeziehungen sowie Arbeitsbedingungen in systemrelevanten Tätigkeiten zu analysieren.

## **Freiwilligenarbeit: Existierende Strukturen leisten einen wichtigen Beitrag**

In vielen Gemeinden haben Frauengemeinschaften des SKF sehr rasch Unterstützungsdienste für ältere Menschen und Menschen der sogenannten Risikogruppen organisiert. Dies war nur möglich, weil bereits verlässliche Strukturen der Frauengemeinschaften des SKF vorhanden waren, auf die sehr rasch und effizient zugegriffen werden konnte. Viele Frauengemeinschaften boten bereits vor der Corona-Krise verschiedene Besuchsdienste für kranke oder ältere Menschen an. Diese Strukturen konnten einfach und unbürokratisch genutzt werden, da das Vertrauen bereits aufgebaut war und so einfach um Hilfe bei Einkäufen oder ähnlichem gefragt werden konnte. Die Corona-Krise zeigt deshalb die Bedeutung der Freiwilligenarbeit rund um die unbezahlte Care-Arbeit. Die aufgebauten regionalen Netzwerke vieler Frauenvereine verbanden bereits zahlreiche hilfsbedürftige Menschen mit Freiwilligen. Diese Netzwerke konnten in der Krise einfach für Unterstützungsdienste genutzt werden. So war es möglich, dass sich Risikopersonen aus dem öffentlichen Raum zurückziehen konnten.

Bei der Aufarbeitung der Corona-Krise gilt es, den Beitrag der Freiwilligenarbeit zu analysieren, um den bestehenden Forderungen nach mehr Anerkennung dieser Arbeit zusätzlich Gewicht zu verleihen. Frauengemeinschaften sollen von den Verantwortlichen in den Gemeinden und Pfarreien als zentrale Akteurinnen wahrgenommen und wertgeschätzt werden. Zudem soll untersucht werden, wer sich als Freiwillige zur Verfügung stellte und dies u.a. nach Alter, Einkommen, Geschlecht und Arbeitssituation analysiert werden.

## **Armutsbetroffene Frauen in der Schweiz und im Ausland gezielt unterstützen**

Schon vor der Corona Krise waren Frauen aufgrund struktureller Ungleichheiten stärker von Armut betroffen. Viele leben nahe der Armutsgrenze. Wie Caritas in ihrem Aufruf für Direktzahlungen an die Schwächsten am 29. April schreibt, hat die Corona-Krise fatale Folgen für Tieflohn-Haushalte, Alleinerziehende, Ausgesteuerte und Ausgegrenzte. Dies zeigt sich bereits bei den Anträgen an unser Hilfswerk «Solidaritätsfonds für Mutter und Kind» für armutsbetroffene Mütter und Familien. Vermehrt werden Anträge mit Bezug zur Corona-Krise gestellt. Auch in unserem Hilfswerk «Elisabethenwerk», bei

dem wir mit lokalen Organisationen in Uganda, Bolivien und Indien zusammenarbeiten, müssen wir davon ausgehen, dass armutsbetroffene Frauen am stärksten unter dem Ausbruch des Corona-Virus leiden.

Basierend auf unseren Erfahrungen durch das Hilfswerk «Solidaritätsfonds für Mutter und Kind» fordern wir, die Situation von armutsbetroffenen Menschen zu fokussieren und Massnahmen zu ergreifen, welche ihre finanzielle Notlage reduzieren. Zentral dabei ist, die Situation von wenig sichtbaren Gruppen wie z.B. Sans-Papiers zu verbessern. Wir fordern zudem – wie bereits in unserer Stellungnahme zur Vernehmlassung zur internationalen Zusammenarbeit (IZA) 2021–2024 von 2019 – eine Erhöhung der finanziellen Mittel für die IZA, Solidarität mit armutsbetroffenen Menschen und gezielte Stärkung der Zivilgesellschaft.

### **Care-Arbeit sichtbar machen und aufwerten**

61 Prozent der unbezahlten Care-Arbeit in der Schweiz wird von Frauen geleistet. Dazu zählt auch die Betreuung von Kindern und pflegebedürftigen Angehörigen. Seit Corona beinhaltet Care-Arbeit auch Homeschooling, Unterstützung von Personen der Risikogruppen, Zubereiten von Mahlzeiten für alle, die von zuhause aus arbeiten und vieles mehr. Das Pensum der unbezahlten Arbeit hat sich in vielen Familien durch die Corona-Krise erhöht. Bei heterosexuellen Paaren werden diese Aufgaben sehr oft von Frauen übernommen. Studien des Bundesamtes für Statistik zeigen, dass Frauen in Paarhaushalten mit Kindern häufig ihr Erwerbspensum reduzieren oder sich ganz aus dem Arbeitsmarkt zurückziehen. Das häufigste Familienmodell besteht aus einem vollzeiterwerbstätigen Vater und einer teilzeiterwerbstätigen Mutter. Dieses Modell lebten 2018 die Hälfte aller Familien mit dem jüngsten Kind unter 3 Jahren und 60 Prozent aller Familien mit dem jüngsten Kind zwischen 4 bis 12 Jahren. Es braucht nun Analysen der Verteilung der zusätzlich notwendigen Care-Arbeit in Familien während der Corona-Krise nach Geschlecht.

Der SKF wird sich weiterhin für mehr Sichtbarkeit der unbezahlten Care-Arbeit von Frauen in der Schweiz einsetzen. Eines unserer 5-Jahres-Schwerpunktthemen fordert genau dies. Wir hoffen, dass die Definition systemrelevanter Aufgaben in der Corona-Krise, welche sehr oft im Bereich der Care-Arbeit liegen, genutzt wird, um die bezahlte und die unbezahlte Care-Arbeit aufzuwerten. Ihre gesellschaftliche Bedeutung soll im Fokus stehen, um Forderungen nach mehr Lohn und besseren Arbeitsbedingungen im bezahlten Bereich. Ebenso muss die unbezahlte Care-Arbeit aufgewertet und in politische Diskussionen über Elternzeit, Teilzeitarbeit und Altersvorsorge berücksichtigt werden.

### **Frauen in der katholischen Kirche gleichberechtigten**

Seit dem 2. Vatikanischen Konzil gelten die folgenden Bereiche als die vier Grundvollzüge der katholischen Kirche: Diakonie (für andere sorgen und ihre Not und Bedürftigkeit lindern), Koinonie (Gemeinschaft stiften und am Leben einer geschwisterlichen Gemeinde teilhaben und mitwirken), Martyrie (frohe Botschaft von Jesus Christus verkünden, im Alltag leben und auch politisch wirksam werden lassen), Liturgie (Gottesdienst feiern). In allen vier Bereichen sind Frauen der Frauengemeinschaften tätig und sorgen dafür, dass Kirche nicht lediglich auf das Feiern von Gottesdiensten reduziert wird. Gerade in der Corona-Krise hat sich gezeigt, dass insbesondere das Engagement in den Bereichen

der Sorge für andere und der Gemeinschaft sehr wichtig und notwendig ist. Genau darin wurden Frauengemeinschaften und Pfarreien in dieser Zeit von der Öffentlichkeit stark wahrgenommen.

Die ungleiche Machtverteilung zwischen Frauen (und auch Männern, die nicht Kleriker sind) und Klerikern (geweihten Priestern) kumuliert sich in der katholischen Kirche in der Liturgie und spezifisch in der Eucharistie (Abendmahl), die nur von Priestern gehalten werden darf. Nicht erstaunlich, dass darum aus Klerikerkreisen der Ruf nach einer Wieder-Zulassung des Feierns von Gottesdiensten rasch laut wurde. Viele Frauen und Frauengemeinschaften haben die Chance ergriffen, durch ihr Engagement in der Corona-Zeit zu zeigen, dass Kirche eben nicht nur Liturgie bedeutet und dass die anderen Bereiche (sich umeinander sorgen, Gemeinschaft auch auf Distanz leben) in einer solchen Krise überlebenswichtig sind. Die virtuellen Gottesdienste in der Corona-Zeit wurden mehrheitlich von Klerikern, d.h. von geweihten Männern geleitet. Frauen spielten lediglich Nebenrollen. Doch gibt es auch Frauen, die in dieser Zeit als Ausdruck ihrer Selbstermächtigung neue liturgische Formen entwickelten.

SKF-Frauen prägen das Leben in den Pfarreien massgeblich in allen vier Grundvollzügen. Für sie ist Kirche nicht nur auf Liturgie fixiert. Das kam in der Corona-Zeit stärker zum Vorschein. Die Frauen zeigten sich auch in der Kirche als systemrelevant. Darum fordern wir nachdrücklich die volle Gleichberechtigung in allen Bereichen der Kirche und setzen uns gegen eine Fixierung auf die Liturgie als wichtigsten Ausdruck von Kirche ein.

### **Technologie in der Freiwilligenarbeit ergänzend nutzen**

Viele Angebote der Frauengemeinschaften sind im Bereich der Care-Arbeit und erfordern einen physischen Kontakt. Ausweichmöglichkeiten wurden in digitalen Formen wie Videokonferenzen gefunden. Und auch bei der Vereinsführung an sich musste durch das Versammlungsverbot auf digitale Formen der Zusammenarbeit ausgewichen werden.

Es ist dem SKF ein Anliegen, dass bei der Entwicklung der Software verschiedene Realitäten berücksichtigt werden, damit die Technologien u.a. auch von älteren Menschen, Menschen die sich das beispielsweise aufgrund von Rollenstereotypen weniger zutrauen oder von Menschen mit motorischen oder Sehbeeinträchtigungen genutzt werden können. Ansonsten ist zu befürchten, dass bestehende Ausgrenzungen in unserer Gesellschaft akzentuiert werden. Zudem kann die Digitalisierung Vereinzelung und Einsamkeit verstärken. Etwas gemeinsam bewirken zu können ist einer der wichtigsten Motivationsgründe für Menschen, sich in der Freiwilligenarbeit zu betätigen, wie Studien des Freiwilligenmonitors zeigen. Zentral deshalb, dass das Gemeinsame auch erfahren wird. Wir sind überzeugt, dass reale Treffen nicht ersetzt werden können, dass aber digitale Formen als Ergänzung genutzt werden sollen.

*Regula Ott, [Regula.Ott@frauenbund.ch](mailto:Regula.Ott@frauenbund.ch), 076 430 90 61*



# Frauen sind von der Corona Krise überdurchschnittlich betroffen

**Andrea Gisler, alliance F, Bund Schweizerischer Frauenorganisationen**

alliance F ist die Stimme der Frauen in der Schweizer Politik. Wir machen Interessenvertretung, um die Gleichstellung von Frau und Mann zu realisieren – in der Gesellschaft, in der Wirtschaft und in der Politik. Wir sind über 100 Frauenorganisationen, die sich vor 120 Jahren zu einem Dachverband zusammengeschlossen haben. Zu unseren Mitgliedern zählen Frauen (und Männer) aus allen grossen politischen Parteien, darunter aktive und ehemalige National-, Stände- und Bundesrätinnen.

Erste Erkenntnisse aus der Corona Krise liegen vor. Im Folgenden halten wir drei zentrale Beobachtungen fest und richten Empfehlungen an die Politik.

## 1. Pflegepersonal unterstützen

Aktuell sind 80 Prozent der Beschäftigten in der Pflege Frauen. Oftmals sind sie mit unbefriedigenden Arbeitsbedingungen konfrontiert. Dazu gehören: die ständig geforderte Flexibilität, unregelmässige Arbeitszeiten, niedrige Löhne und kaum oder gar nicht anerkannte Kompetenzen. Die aktuelle Covid-19-Pandemie führt bei der Berufsgruppe der Pflegenden zu zusätzlichen Belastungen. Der Mangel an Schutzmaterial, die Aufweichung der Arbeits- und Ruhezeiten und die Abhängigkeit der Schweiz von ausländischen Gesundheitsfachkräften sind nur einige der Punkte, die der Pflegefachverband SBK-ASI kürzlich in einem offenen Brief an das Bundesparlament kritisiert hat. Die Corona-Krise verschärft die politische Diskussion zur Situation der Pflegenden zu einem sensiblen Zeitpunkt: Aktuell berät das Parlament den indirekten Gegenvorschlag zur «Volksinitiative für eine starke Pflege». Der Gegenvorschlag sieht zwar Verbesserungen vor, etwa bei der Finanzierung von Ausbildungsgängen (aktuell bildet die Schweiz nicht einmal die Hälfte des benötigten Pflegefachpersonals aus) oder bei der Anerkennung von Kompetenzen, dies jedoch ohne die Arbeitsbedingungen substantiell zu verbessern. Die Pflegenden finden klare Worte: «Applaus allein genügt nicht!». Sie empfehlen der Politik auf die Pflegenden und ihre Anliegen zu hören und beim hängigen politischen Geschäft zu zeigen, dass es ihr mit der Aufwertung der Pflege ernst ist.

## 2. Mehr Frauen in Entscheidungsgremien

Die Corona-Krise zeigt, wie wichtig gute Führung in Politik, Wirtschaft und Gesellschaft gerade in Ausnahmesituationen ist. Sie bestätigt aber auch, dass gemischte Gremien erfolgreicher führen als reine Männergremien. alliance F setzt sich seit 120 Jahren dafür ein, dass sich Frauen in der Schweiz in Politik, Wirtschaft und Gesellschaft besser einbringen können. Denn auch die Forschung bestätigt: das grosse Knowhow und die vielfältigen Erfahrungen, die Frauen mitbringen, sind unabdingbar, um bessere Lösungen zu finden. Politisches Talent beschränkt sich nicht einseitig auf die männliche Hälfte der Bevölkerung. alliance F hat aus diesen Gründen vergangenes Jahr – gemeinsam mit Ope-

ration Libero –das Projekt «Helvetia ruft!» initiiert und durchgeführt. Mit Erfolg! Im Nationalrat (der aufgrund der «besondere Lage» derzeit mit reduzierten Kompetenzen ausgestattet ist) politisieren heute 84 Frauen. Das sind rekordhohe 42 Prozent. Im Bundesrat sitzen seit 2018 wieder drei kompetente Politikerinnen. Sie treten während der Corona-Krise führungsstark auf. Tatsächlich scheinen Länder, in denen gemischte Gremien an der Spitze stehen, die Krise besser zu meistern. Deutschland, Neuseeland, Finnland, Dänemark und Island gehören zu jenen Staaten, die umsichtig handeln und die Pandemie erfolgreich bekämpfen. Wie die Handelszeitung kürzlich feststellte, sind in diesen Ländern «niedrige Infektionsraten und/oder wenige Todesfälle» zu verzeichnen. Auf der anderen Seite stehen Staatschefs wie Trump, Bolsonaro oder Orban, die in der Corona-Krise auf Autorität und Kriegsrhetorik setzen und ihre eigenen Interessen verfolgen. Dass in der siebenköpfigen «Swiss National COVID-19 Science Task Force», dem wissenschaftlichen Expertengremium, das den Bundesrat in der Krise berät, nur gerade eine Frau Einsitz hat, ist ein Affront und er hat System. In der deutschen «Nationalen Akademie der Wissenschaften» sind von 26 Experten gerade mal zwei Frauen. Es erstaunt deshalb nicht, dass die Politik davon auszugehen scheint, dass die Kinderbetreuung nebenher zu Hause geleistet werden kann und es keine Notfallbetreuungsangebote braucht. Es besteht die Gefahr, dass Familien in alte Rollenmuster zurückgedrängt werden und es die Frauen sind, die sich um Kinder und Haushalt kümmern und beruflich zurückstecken.

### **3. Häusliche Gewalt bekämpfen**

In vielen Ländern weltweit hat die häusliche Gewalt gegen Frauen während der Corona-Krise zugenommen. So sind etwa in Frankreich Anrufe bei der Polizei wegen häuslicher Gewalt um 30 Prozent angestiegen – ähnlich ist es in Grossbritannien, Spanien, Indien und China, wo laut Hilfsorganisationen und Behörden ebenfalls mehr Hilferufe registriert werden. Doch auch in Ländern wie der Schweiz, wo die Kriminalstatistik zum aktuellen Zeitpunkt (Mitte April 2020) noch keine wesentliche Zunahme von Gewalthandlungen gegen Frauen ausweist, ist Entwarnung fehl am Platz: Wie Katja Niemeyer, Leiterin der Frauenhauses Winterthur, gegenüber dem Schweizer Radio und Fernsehen SRF erklärt, wird ein Anstieg erwartet. «Das ist etwas, das wir beispielsweise gerade über die Feiertage oder in Ferienzeiten öfter beobachten», erklärte Niemeyer gegenüber SRF. «Die Anrufe kommen dann meistens nach den Feiertagen oder den Ferien. Das heisst, wenn der Gefährder nicht mehr zu Hause ist und das Opfer überhaupt die Möglichkeit hat, Hilfe zu holen.» Auch hier muss die Politik handeln. Insbesondere muss der Bundesrat den Appell der Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrates ernst nehmen. Die Kommission begrüsst ausdrücklich die Einsetzung einer national koordinierten Taskforce des Bundes zum Schutz vor häuslicher Gewalt in Corona-Zeiten. Weiter fordert die Kommission mit Recht, die Taskforce fortzuführen und weitere finanzielle Mittel für die Aufrechterhaltung des Beratungsangebots einzusetzen.

*Kontakt: Andrea Gisler, Vorstandsmitglied alliance F, [agisler@pingnet.ch](mailto:agisler@pingnet.ch), 079 282 99 23*